

Jeudi 13 Avril,

Après une semaine de mobilisation sur le site de la DT de Triolo, et en vue de l'absentéisme prolongé des responsables du Département, le Collectif décide de se rendre à l'UTPAS de Fives, où les responsables sont partis se cacher. Les jeunes déploient la banderole sur les grilles de l'entrée, bloquant ainsi une partie de l'accès : « *un toit pour une vie et une scolarisation pour un avenir* » ! Tant qu'ils ne seront pas reçus et ne n'obtiendront pas gain de cause, ils ne quitteront pas le lieu. Madame Leclercq, escortée par une cohorte de policiers, sort enfin leur annoncer l'énième plan départemental. **Rappelons que la police a été systématiquement appelée par le Département durant les semaines de mobilisation; les jeunes doivent s'adresser aux forces de l'ordre intimidantes et provocatrices car le Département s'en sert comme gardes du corps ou médiateurs lors des « échanges » avec les jeunes.** C'est le monde à l'envers...

La Proposition de Madame Leclercq frôle le grotesque : **une délégation de 5 jeunes est attendue à la Préfecture à Lille à 15h, et sera reçue par des responsables du Département**, notamment Madame Leclercq elle-même et M. Saaouli, responsable quant à lui de la nouvelle plateforme de prise en charge « Trajet » qui reste encore nébuleuse et qui clairement dessert les jeunes plus que les aider (voir Communiqué 33). Le but est de discuter des possibilités de prise en charge, comme si on n'avait pas entendu trop de blabla... Jeunes et soutiens du Collectif décident malgré tout de marcher en cortège de revendication de Fives à République, pour se rendre au rendez-vous donné par Leclercq. Au cri de « *On veut l'hébergement, pas la violence ! La scolarisation, pas l'injustice* » le cortège arrive à la Préfecture, attendu par la Police et Madame Leclercq. Les jeunes sont reçus, escortés par des policiers, en huis clos, sans possibilité d'amener des témoins. C'est clairement une stratégie pour les intimider, pour les faire céder au plus vite.

Résultat de la consultation : les jeunes doivent attendre le 19 avril, pour le déblocage des 30 places. L'engagement départemental n'a pas évolué depuis le début de l'action, et les jeunes sont obligés de céder face aux pressions exercés par le Département, à sa forme ignoble et mesquine de chantage : si les jeunes bloquent tout le temps les bureaux, leur dit un responsable du Département, le Département ne pourra pas faire son travail et trouver des places et la situation sera sans issue pour les jeunes. De qui se moque-t-on ? Délais repoussés, décharge de responsabilité, nombre insuffisant de ressources débloquées et de places prévues (ah non ! L'argent est là, oh que oui ! Mais le Département préfère payer des astreintes pour non accomplissement de ses responsabilités au lieu de s'engager dans la prise en charge des jeunes !). **Malgré tout et compte tenu des engagements pris, les jeunes ont décidé à ce jour de suspendre leurs actions en attendant cette date « miraculeuse ».**

Mercredi 19 Avril,

Après discussion en assemblée, le Collectif décide de se rendre aux bureaux de Triolo pour attendre la fameuse réponse de prise en charge à la hauteur de 30 places. Surprise ! Les bureaux de la DT sont déserts ! Le Collectif décide de chasser le Département jusqu'à son rempart ultime, l'UTPAS de Fives. Les voilà les Responsables du Département qui, dès leurs fenêtres, en nous voyant débarquer en grand nombre, appellent leur désormais fidèles compagnons, en craignant la horde collective. La Police arrive rapidement. Le Département, au lieu de recevoir les jeunes, préfère s'en servir comme bouc-émissaire pour justifier la fermeture de l'accès du hall au public, tentant de monter les usagers contre les jeunes.

Face à la motivation des jeunes, qui restent calmes malgré la présence absurde, massive et injustifiée des forces de l'ordre, les Responsables du Département descendent les voir. Leur discours a déjà changé : ils n'ont pas trouvé 30 places, oh non...Ils sont en train de trouver des solutions ! Ils cherchent des endroits où caser les jeunes, « la tâche est lourde et complexe pour le Département, vous savez... » **CA FAIT DES MOIS QUE LE DEPARTEMENT NOUS BASSINE AVEC SES MENSONGES !** Les jeunes, qui se sentent arnaqués une fois de plus,

décident alors d'attendre sur place le deuxième rendez-vous que le Département leur donne avec M.Saaouli. A noter : **les jeunes n'ont pas eu accès aux bureaux, ils sont reçus dans la rue.** C'est du jamais vu !

A 14h, M. Saaouli et trois autres responsables du Département arrivent. **Voici la réponse donnée : la proposition départementale, en partenariat avec Trajet, consiste à héberger 11 PERSONNES en SOLUTION d'URGENCE, à l'auberge de jeunesse de Dunkerque en attendant une prise en charge pérennisée. Soit : pas d'école, pas de lieu sûr, pas de prise en charge socio-éducative avant nouvel ordre.** C'est du foutage de gueule ! Avec quel culot M.Saaouli ose proposer aux jeunes une telle mise à l'écart, alors qu'il s'était engagé par écrit à trouver 30 places en date du 19 avril ?? Départ du train pour Dunkerque dans une heure !! **Certains jeunes refusent la proposition et réclament une justice face à cette moquerie, d'autres décident de tenter leur chance à Dunkerque. Résultat : 8 jeunes non scolarisés et sans hébergement ont choisi de partir. Les autres, encore très nombreux, ont décidé de continuer leur combat contre les décisions méprisantes et injustes du Département et du service Trajet.**

Vendredi 21 avril,

Comme chaque jour, nous nous sommes rendus à l'UTPAS de Fives dans le but de **réclamer nos droits à l'hébergement et à la scolarisation.** Après deux jours de manifestation sans nous faire entendre, nous décidons d'afficher une deuxième banderole sur la grille d'accès véhicules, utilisée par le département pour esquiver notre présence à l'entrée principale. C'est alors que, hors de la vue des soutiens, les vigiles nous intimement violemment d'enlever cette nouvelle banderole, et commencent à nous filmer et enregistrer contre notre gré. La situation commence à chauffer, le vigile n'acceptant pas d'effacer les vidéos. **La tension monte tellement que nous finissons par demander à ce qu'on appelle la police, pour constater l'agression dont nous faisons l'objet. Mais elle ne vient pas. Par contre, elle vient une heure plus tard, appelée par le département,** comme à son habitude. Les employés du département nous accusent alors d'être responsables de l'altercation et d'empêcher l'accès au site (alors même que le département a baissé lui-même la grille de l'entrée principale et ne l'a pas rouverte pour les usagers se présentant aux horaires d'ouverture !). **La police refuse de nous entendre, d'écouter notre version des faits. A la place ils viennent directement nous intimider** en disant que « *notre revendication est illégale, qu'on s'en prend à la mauvaise personne* ». Nous recevons ensuite un ultimatum de 15 minutes pour quitter les lieux avant « *sommations et usage de la force* ». **Nous décidons alors de rester calmes et déterminés et de ne pas bouger, tout en expliquant que le problème ne vient pas de nous mais des services du département. La police finit par quitter les lieux et nous restons sur place.**

Après cela, une responsable est venue nous proposer des places dans un hôtel à Roncq. 6 jeunes étaient alors sur place, et ont accepté, quand bien même la mise à l'abri à l'hôtel ne constitue pas la prise en charge en foyer ordonnée par le juge. **Pour le moment, nous acceptons de nous contenter de cette solution temporaire et restons soudés, solidaires et attentifs à ce qui va suivre. Nous sommes prêts à reprendre les manifestations aussitôt que nous aurons l'impression qu'on nous laisse à l'abandon sous couvert d'être logés à l'hôtel.**

**TANT QU'UNE SOLUTION ADEQUATE ET RESPECTUEUSE DE LA SITUATION DE
CHAQUE JEUNE NE SERA PAS TROUVEE PAR LES INSTITUTIONS, LA MOBILISATION
CONTINUERA.**

UN TOIT POUR UNE VIE, UNE SCOLARISATION POUR UN AVENIR !

Soyons solidaires et restons mobilisés !